

Planification et politique au Québec, par JACQUES BENJAMIN. — LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, 1974.

Alfred Cossette

Volume 51, numéro 1, janvier–mars 1975

Quelques extensions des modèles intersectoriels rectangulaires à coefficients modifiables

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800613ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800613ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cossette, A. (1975). Compte rendu de [*Planification et politique au Québec*, par JACQUES BENJAMIN. — LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, 1974.] *L'Actualité économique*, 51(1), 150–152. <https://doi.org/10.7202/800613ar>

Planification et politique au Québec, par JACQUES BENJAMIN. — LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, 1974.

Le Québec est probablement le seul Etat nord-américain où l'idée et le vocabulaire de la planification sont passés dans le jargon politique de tous les jours. A l'instar de cette singulière trame politique, l'œuvre de J. Benjamin fait bande à part, dans le sens où, pour une première fois, l'œil critique du politicologue scrute l'expérience de la planification en terre québécoise.

La thèse de l'auteur est simple mais lourde d'implications pour le planificateur : elle postule que la planification n'est pas une technique « neutre » et souligne l'ambiguïté fondamentale des concepts de rationalité et d'efficacité qui servent habituellement à la justifier ; elle pose que la planification ne s'analyse qu'en fonction d'objectifs, par conséquent, d'une « culture politique dominante » et donc, qu'elle privilégie certaines couches sociales. Enfin, la société québécoise n'est plus d'apparence consensuelle et dans de telles circonstances, une planification globale de son devenir est illusoire.

Dans une première partie, l'auteur articule sa thèse en l'appuyant sur trois études sectorielles : les transports métropolitains, le logement, la rationalisation des choix budgétaires. Dans chacun des secteurs, les questions soulevées ont trait aux couches sociales privilégiées par le type de planification retenue et à l'influence de la « culture politique dominante » sur ce type de planification ou sur son absence.

La deuxième partie retient particulièrement l'attention. L'auteur y passe en revue les grandes étapes de l'essai d'instauration d'une planification indicative globale au Québec. La première section fait état d'une multitude de facteurs qui auraient causé « l'échec de la planification québécoise ». Mentionnons d'abord l'influence de variables exogènes : un marché de matières premières ouvert sur l'économie nord-américaine, une prise de décision économique extérieure au Québec. Notons, enfin, la présence de variables endogènes : le cloisonnement institu-

tionnel des ministères, la culture administrative et l'absence de consensus au Québec sur les grands objectifs de la société.

Pour illustrer ce dernier lien de causalité, l'auteur distinguera deux niveaux de déficience. En premier lieu, au niveau de la mise en œuvre de la planification, il va déplorer la « culture politique » existante dans les termes suivants : « ... les fonctionnaires des différents ministères postés dans une même région ont trop souvent eu tendance à faire primer leur ministère plutôt que la collaboration interministérielle, les députés ont été portés à considérer comme inopportune la présence de planificateurs dans leurs comtés, et certains planificateurs (comme le gouvernement, d'ailleurs, depuis dix ans) ont voulu imposer la planification selon des schémas élitistes. Les instruments créés (C.P.A.R., O.P.D.Q., C.R.D.) se sont révélés en pratique peu aptes à corriger les inconvénients de l'administration québécoise trop centralisée et trop exclusivement sectorielle... ». En second lieu, au niveau des moyens d'exécution de la planification, l'efficacité des entreprises publiques est mise en cause. Il s'agit ici de l'équivoque des missions qui leur ont été confiées, de l'indifférence du gouvernement québécois à leur égard et enfin, de l'absence de mécanismes de concertation, lesquels auraient permis de canaliser les efforts de ces mêmes sociétés d'État, vers un objectif unique.

La seconde section permettra à l'auteur d'examiner de plus près le concept de planification concertée et l'amènera à constater le désenchantement des Français eux-mêmes à ce sujet.

Il poursuivra en s'interrogeant sur les possibilités de créer au Québec « une mystique du plan ». Dans ce but il analyse les différentes attitudes des gouvernements et du monde syndical. Ainsi, d'une part, le gouvernement québécois répète sa foi en les valeurs du libéralisme économique nord-américain, d'autre part, la C.S.N., en particulier, souhaite au contraire l'instauration d'un système économique de type socialiste et réclame une action plus directe de l'État dans le développement planifié de l'économie. Constatant la diversité des idéologies et le fossé profond séparant les principales factions de la société, l'auteur est amené à conclure qu'une expérience de nature consensuelle est illusoire au Québec où l'absence même de consensus aurait disparu.

Puis, se tournant vers l'avenir, il esquisse le schéma de la nouvelle planification : « ... la planification des années 1975-1985 s'appuiera sur une orientation différente, s'exprimant par un désir de plus en plus aigu chez le citoyen de définition collective d'objectifs bien précis (sectoriels) et souvent régionaux plutôt que nationaux... »

En définitive, le volume de M. Benjamin n'est certes pas une œuvre d'abstraction des techniques de la planification. Bien au contraire, il s'agit d'une analyse qui amène des conclusions basées sur une observation méthodique d'une réalité impérieuse. Toutefois, sa valeur tient non pas

tant à sa perspective historique qu'à la manière dont les véritables centres de pouvoir sont localisés et examinés. Les conflits et tensions qui opposent les principaux groupes de la société québécoise y sont disséqués avec une étonnante habileté. En somme, un livre à lire pour qui veut donner une dimension plus vaste à sa culture dans le domaine de la planification.

Alfred Cossette